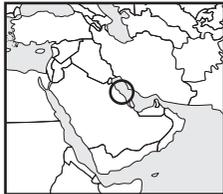


L'épuisement de deux ressources, la dégradation de l'avenir



Toute tentative de réaliser un développement durable dans ce royaume insulaire se heurte à l'effondrement proche et inévitable de son approvisionnement en eau. L'utilisation irresponsable de cette ressource non renouvelable et la pollution croissante des affluents en raison de l'industrialisation qui accompagne l'exploitation pétrolière, autre ressource qui s'épuise peu à peu, place Bahreïn au bord de la catastrophe. Face à cette situation où le Gouvernement peine à trouver les réponses adéquates, les inégalités et le malaise social s'approfondissent et s'aggravent.

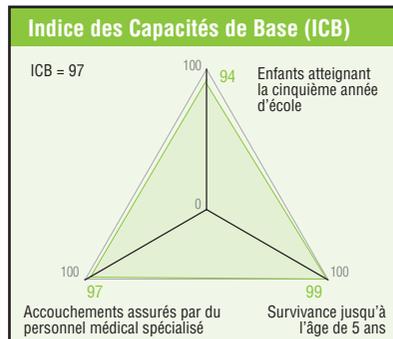
Social Watch Bahrain
Abdulnabi Alekry

Le Gouvernement de Bahreïn a décidé de réprimer avec une extrême violence les manifestations qui, dans le sillage du printemps arabe, ont eu lieu Place de la Perle à Manama. Celles-ci exigeaient des changements politiques et sociaux et la fin de la monarchie. Malgré la gravité du problème environnemental du pays, les citoyens n'ont pas inclus dans leurs réclamations la garantie d'un développement durable au travers d'une bonne gestion des rares ressources naturelles, lesquelles signifient, littéralement, une question de vie ou de mort. D'après la liste 2011 des pays connaissant des problèmes d'approvisionnement en eau dressée par la société britannique d'analyse de risque Maplecroft¹, l'État de Bahreïn occupe la première place, suivi du Qatar, du Koweït, de l'Arabie Saoudite et de la Libye. Cela signifie qu'au niveau mondial Bahreïn est la nation qui risque le plus une interruption totale de son approvisionnement en eau à court ou moyen terme.

Une catastrophe en puissance

La pénurie d'eau constitue le principal problème du pays et le principal obstacle pour son développement durable. Selon l'Indice de pauvreté concernant l'accès à l'eau², un pays souffre de pénurie d'eau si l'approvisionnement annuel par habitant est inférieur à 1 000 mètres cubes. En 2007, l'approvisionnement en eau par habitant à Bahreïn a été de 470,3 mètres cubes³. Dans les 665 kilomètres carrés du royaume (correspondant à une superficie inférieure à celle de l'aéroport du roi Fahd chez son voisin saoudien) vivent plus de 1,2 million de personnes, dont la moitié sont des résidents étrangers.

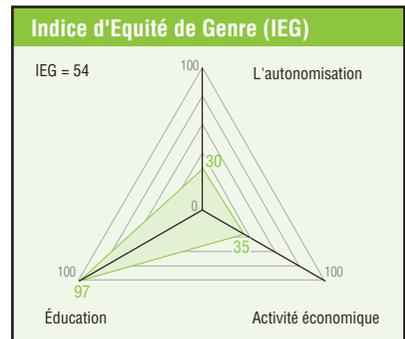
Presque toute l'eau douce consommée dans le pays vient traditionnellement de trois aquifères non-renouvelables situés sous l'île principale de l'ar-



chipel (Bahreïn est composé de 32 îles), Dammam étant le principal des trois. Depuis les années 70, le Gouvernement essaie de freiner, sans y parvenir totalement, l'épuisement de ces réserves grâce à la construction d'usines de dessalement d'eau de mer, ou par le biais de diverses campagnes de réutilisation des eaux usées domestiques non contaminées. Durant la Journée mondiale de l'eau en 2010, Rehan Ahmed, expert en environnement de la Commission publique pour la protection des ressources marines, l'environnement et la faune, a admis que, malgré la faiblesse de l'approvisionnement, le citoyen moyen de Bahreïn consomme environ 400 litres d'eau par jour, comparé à la moyenne mondiale qui est de 256 litres, ou de 60 litres au Japon. Le taux de croissance de la consommation de l'eau est de 8 à 10 % annuel, alors que les niveaux des réserves d'eau souterraines sont en baisse⁴.

Seulement pour l'irrigation des cultures, on estime qu'en 1998 la consommation en mètres cubes de l'aquifère de Dammam a été de 204 millions, lorsque les études environnementales estiment que les niveaux raisonnables d'extraction ne devraient pas excéder 100 millions par an, puisque la moyenne des précipitations dans le pays ne dépasse pas 80 mm par an⁵, de loin insuffisantes pour remplacer ce qui est consommé.

Depuis les années 1970 l'un des engagements majeurs du Gouvernement pour stopper l'épuisement des nappes aquifères dans la région a été la



construction d'usines de dessalement d'eau de mer. Le plan a débuté en 1974 et en 2000 le pays possédait quatre usines produisant un total de 276 millions de litres d'eau potable par jour⁶. Si l'on ajoute à cela l'eau prélevée dans les nappes de l'île et celle qui est recyclée pour l'irrigation, la production totale quotidienne est actuellement de 537 millions de litres, et la consommation quotidienne est de 529 millions de litres. Cela signifie que le pays n'a pas de réserves en eau potable. Les projets actuels du Gouvernement impliquent la production croissante d'eau par le biais de nouvelles usines de dessalement, pour atteindre ainsi 916 millions de litres par jour en 2030. L'objectif est d'atteindre des réserves d'eau de 1589 millions de litres, ce qui permettrait au pays trois jours d'approvisionnement en eau en cas d'urgence⁷. Il a été suggéré l'utilisation de l'énergie éolienne pour faire fonctionner les nouvelles usines de dessalement⁸.

Les solutions partielles que le Gouvernement a tenté de mettre en place pour inverser la pénurie d'eau n'ont pas offert les effets escomptés ou ont généré de nouveaux problèmes. En 1977, un ambitieux projet de recyclage des eaux usées pour les rendre utilisables a été mis en place. Pendant des décennies, ce programme a fonctionné en informant le public que l'eau ainsi obtenue était impropre à la consommation humaine et

1 Maplecroft, *Maplecroft index identifies Bahrain, Qatar, Kuwait and Saudi Arabia as world's most water stressed countries*, (25 mai 2011), <[www.maplecroft.com/about/news/water_stress_index.html](http://maplecroft.com/about/news/water_stress_index.html)>.

2 Peter Lawrence, Jeremy Meigh y Caroline Sullivan, "The water poverty index: An international comparison", *Keele Economic Research Papers* 2002/19, <www.keele.ac.uk/depts/ec/kerp>.

3 ChartsBin, *Total Water Use per capita by Country*, <chartsbin.com/view/1455>.

4 TradeArabia News Service, *Bahrain Water Consumption Soars*, (23 mars 2010), <www.tradearabia.com/news/env_176867.html>.

5 A. Bashir et al, *Development of water resources in Bahrain*, <www.emro.who.int/ceha/pdf/proceedings17-water%20resources%20in%20Bahrain.pdf>.

6 Global Water Intelligence, "Bahrain to Scale up Desalination Capacity", (octobre 2000), <www.medrc.org/old_site/new_content/industry_news/sept00/story3.htm>.

7 E. Baxter, "Bahrain plans to double water production by 2030," *Arabian Business*, (30 mai 2010), <www.arabianbusiness.com/bahrain-plans-double-water-production-by-2030-271618.html>.

8 WaterLink International, *Wind-powered Desalination for Bahrain*, (8 février 2011), <www.waterlink-international.com/news/id1687-Windpowered_Desalination_for_Bahrain.html>.

elle n'a été utilisée que pour l'irrigation des parcs et jardins. En 2006, Samir Abdullah Khalifan, directeur de la santé publique, a déclaré qu'il ne convenait pas d'amener des enfants ou des personnes en mauvaise santé dans les parcs irrigués de la sorte⁹, au risque de contracter l'hépatite A. Les discussions qui ont suivi ces déclarations ont conduit à la fermeture temporaire de l'usine de traitement, qui a été rouverte peu après, sans que le sujet n'ait été étudié¹⁰. L'attitude irresponsable avec laquelle les réserves d'eau non renouvelables sont consommées dans l'État de Bahreïn est similaire à celle qui prévaut dans le monde développé vis-à-vis de l'utilisation indiscriminée des réserves de pétrole.

Alimentation et pétrole

Quatre-vingt-douze pour cent de la surface de l'archipel est déserte et seulement 2,82 % des terres sont arables. En conséquence de quoi la principale source de nourriture du pays est le poisson qui peuple en abondance le golfe persique, mais la pollution de l'industrie pétrolière est en train de dégrader la biomasse marine de la région. La dépendance croissante des importations de produits alimentaires dans une économie basée sur les ressources non renouvelables, constitue un nouveau signal d'alarme vis-à-vis de l'incapacité à développer un développement durable dans le pays.

Le pétrole se trouve dans un grand gisement situé juste en dessous du centre de l'île et qui s'étend jusqu'à sa pointe sud. Bahreïn exporte 22 400 barils de brut par jour, ce qui représente 60 % du PIB. En 2009, les réserves ont été estimées à 124 millions de barils¹¹.

Les hauts revenus du pays provenant de l'exploitation des gisements de pétrole incident fortement sur le bien-être général de la population, même si des poches de pauvreté et d'inégalités persistent dans la société. Près de 90 % de la population adulte est alphabétisée et l'espérance de vie à la naissance est de 76 ans. En 2002, les femmes ont obtenu le droit de vote et celui de se présenter comme candidate à une fonction électorale, bien qu'aucune femme ne se soit portée candidate pour le moment. À ce jour, la présence des femmes en politique est encore minime. En 2008, le nombre de chômeurs ne dépassait pas 4 % de la population, mais 85 % de cette quantité était composé de femmes¹². En 2007, Bahreïn est devenu le premier pays arabe à octroyer des allocations chômage.

Les effets du développement du tourisme

Depuis l'inauguration du pont roi Fahad en 1986, qui relie l'île principale du pays avec l'Arabie saoudite, le tourisme est devenu une source importante de revenus pour l'État de Bahreïn, couvrant environ 10 %

9 S. Hamada, "Dependent on Desalination, Bahrain Faces Water Conflicts," *The WIP*, (2 mars 2009), <www.thewip.net/contributors/2009/03/dependent_on_desalination_ba.html>.

10 Ibid.

11 GlobalEDGE, *Bahrain: Statistics*, <globaledege.msu.edu/countries/Bahrain/statistics/>.

12 Khaleej Times, *85pc unemployed in Bahrain are females*, (4 août 2008), <www.khaleejtimes.com/darticle.asp?xfile=data/middleeast/2008/August/middleeast_August80.xml§ion=middleeast&col=>>.

L'ÉGALITÉ AVANT TOUT

Bien que la majorité de la population de Bahreïn soit chiite, la famille régnante aussi bien que l'élite politique sont sunnites et contrôlent l'État car, administrativement, le pouvoir exécutif exerce une influence plus importante que le pouvoir législatif élu par vote populaire. La législation de Bahreïn empêche que les musulmans chiites occupent des postes au gouvernement, ce qui rend le Parlement impuissant face à cette situation. La minorité sunnite travaille activement contre la communauté chiite en s'assurant qu'elle ait un accès limité aux emplois les mieux rémunérés, aux logements, aux services gouvernementaux et à toute position d'influence, sauf aux victoires électorales.

De plus, des conditions très avantageuses sont offertes aux sunnites d'autres régions d'Asie, comme le Baloutchistan et la Syrie, pour qu'ils s'installent à Bahreïn et contribuent à contrebalancer la différence entre les deux communautés.

Ces inégalités sont à la base de la contestation de Manama du 4 février, qui a débuté officiellement en tant que manifestation de soutien à la révolte égyptienne face à l'ambassade de ce pays. Plus tard, les manifestants ont occupé la Place de la Perle de Manama et ont enduré leurs consignes, exigeant la fin du régime du roi Hamad bin Isa Al Khalifa, au pouvoir depuis 1999. Après plusieurs jours de tension, le 15 février, l'armée a ouvert le feu sur des manifestants, causant un décès et faisant 50 blessés¹. Malgré cela, les protestations ont continué. En dépit des protestations internationales, les violences se sont poursuivies contre les manifestants. La place de la Perle a été démolie sur ordre du Gouvernement le 19 mars et on a même sollicité l'intervention des forces étrangères d'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis pour renforcer la répression.

Enfin, le mouvement de protestation s'est peu à peu amenuisé sans obtenir davantage de concession du Gouvernement. Le romancier Fareed Ramadan, un sunnite qui a soutenu la cause des manifestants, reconnaît que : « Beaucoup de choses ont mal tourné. Le Gouvernement a fait beaucoup d'erreurs. Les dirigeants sunnites ont commis beaucoup d'erreurs, et beaucoup d'erreurs ont été faites Place de la Perle »². La répression du Gouvernement contre les manifestants a provoqué 24 morts, 500 blessés, des centaines de détenus, dont beaucoup d'entre eux auraient été torturés en prison et un nombre indéterminé d'étrangers non sunnites, déportés³.

1 Euronews, *L'armée du Bahreïn ouvre le feu sur la foule*, (19 février 2011), <es.euronews.net/2011/02/19/el-ejercito-de-barein-dispara-contra-la-multitud/>.

2 C. Murphy, "Why the protest movement in Bahrain failed," Globalpost, (5 avril 2011), <www.globalpost.com/dispatch/news/regions/middle-east/110404/bahrain-protests-unrest>.

3 A. Sambidge, "Bahrain minister says 24 people dead in uprisings," *Arabian Business*, (29 mars 2011), <www.arabianbusiness.com/bahrain-minister-says-24-people-dead-in-uprisings-390813.html>.

du PIB¹³. La législation islamique relativement plus souple que celle de ses voisins, la vie nocturne plus mouvementée et une vie culturelle plus libérale, font de la capitale du pays, Manama, le centre de divertissement de la région. L'impact culturel de cette invasion de visiteurs en quête d'amusement a mené en 2009 à une légifération rendant les lois sur l'alcool et sur d'autres activités récréatives plus sévères. Selon le député Adel Maawdah, l'un des promoteurs de la loi : « Je suis désolé de le dire, mais l'État de Bahreïn est devenu le bordel du Golfe et notre peuple est très mécontent de cela. Non seulement nous sommes opposés à l'alcool, mais aussi à ce qu'il entraîne : la prostitution, la corruption, la drogue et le trafic d'êtres humains »¹⁴.

L'essor du tourisme dans le pays explique des extravagances telles que les excès architecturaux de la capitale, le circuit de F1 où se tient le Grand Prix de Bahreïn et, incroyablement, la quantité de parcs aquatiques dans un pays où la soif vous guette au coin de la rue.

13 Yaroslav Trofimov, "Upon Sober Reflection, Bahrain Reconsiders the Wages of Sin," *The Wall Street Journal*, (10 juin 2009), <online.wsj.com/article/SB124450701841896319.html>.

14 Ibid.

Conclusion

L'État de Bahreïn entrera bientôt en crise lorsque ses réserves d'eau et de pétrole seront épuisées. Selon les dires du vice-président des affaires académiques de l'Université du Golfe Persique, Waleed Al Zubari, « la plupart de notre eau est utilisée sans savoir ce qui se passera quand elle sera épuisée. Nous devons contrebalancer les avantages immédiats que nous procurons l'utilisation de cette eau par rapport à l'impact à long terme »¹⁵.

Toutefois, lorsque des manifestations ont éclaté en février 2011 dans le sillage du « printemps arabe », les réclamations des manifestants ne réclamaient pas de meilleures réglementations pour l'environnement ou une plus grande préoccupation du Gouvernement pour l'avenir de la nation, sinon qu'ils exigeaient davantage de libertés sociales et politiques et en particulier la fin de la discrimination de la part de la minorité sunnite au pouvoir à l'encontre de la majorité chiite (voir encadré). ■

15 TradeArabia, *Water demand 'threatens Bahrain's future*, (9 février 2010), <www.trade-arabia.com/news/ENV_174596.html>.